



Le Comité local Paris Nord-Ouest d'Attac présente

conférence-débat

à la Maison verte (accès par le jardin)

127-129 rue Marcadet -18è (M) Jules Joffrin / Lamarck, Bus 31,60,80,85

POUR UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE : NON ! AU PACTE BUDGÉTAIRE

avec **Frédéric Viale**

membre du CA d'Attac, auteur de l'Horreur européenne.

jeudi 11 octobre 2012 à 19H30

Entrée libre

MANIFESTATION UNITAIRE / NATION

30 SEPTEMBRE 2012 À 13H30

Attac PNO se réunit tous les premiers mercredi de mois à 19h30 à la Maison des Associations du 18è
15, passage Ramey 75018 (M) J.Joffrin ou Marcadet Poissoniers / plus d'infos : www.local.attac.org/parisnw

En cette rentrée 2012, la zone euro continue à s'approcher du gouffre. Au nom de l'impératif de «rassurer les marchés» pour financer les dettes publiques, les politiques de libéralisation économique et d'austérité enfoncent l'Europe dans le chaos social et l'impuissance écologique. Avec la montée de la droite extrême, la démocratie elle-même est menacée. La ratification du Pacte budgétaire serait un nouveau pas vers la destruction européenne. Le Parlement français s'apprête pourtant à le ratifier, François Hollande estimant avoir «réorienté l'Europe» avec l'accord du 29 juin dernier sur un «pacte de croissance», d'une portée très faible. Au risque d'aggraver la récession, la France persiste dans une stratégie de réduction drastique des déficits publics, empêchant toute option de transition écologique et sociale. Dans ce contexte, le gouvernement veut minimiser le débat public sur les politiques européennes d'austérité par une ratification du nouveau traité européen, le Pacte budgétaire, dès octobre.

AVEC ATTAC, EXIGEONS DE NOS DÉPUTÉS ET SÉNATEURS QU'ILS REJETTENT LE PACTE BUDGÉTAIRE par ce qu'il implique :

DES COUPES INJUSTES ET INEFFICACES

Avec la «Règle d'or», qui oblige à un déficit proche de zéro, le Pacte budgétaire va entraîner, de façon brutale et volontaire, la réduction des droits sociaux, et ce par le biais de mesures économiquement désastreuses, comme la baisse des dépenses publiques qui, par une réaction en chaîne, accentuera la récession, ce qui diminuera les rentrées d'impôts et de cotisations...

UNE COMPÉTITION MORTIFÈRE DANS LA ZONE EURO

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui complète le Pacte budgétaire, a été bâti comme un FMI européen : il «aide» les pays surendettés à rembourser leurs créanciers avec, en contrepartie, une cure d'austérité qui ruine les populations. Une Règle d'or n'a aucune justification économique. Depuis 2000, l'Allemagne a réduit ses coûts salariaux : la demande interne stagne et les exportations, pourtant compétitives, ne trouveront bientôt plus d'acheteurs en Europe. Les déficits et endettements publics peuvent parfaitement être légitimes pour des investissements à long terme, comme la transition écologique et sociale.

DES HAUSSES D'IMPÔTS... MÉNAGEANT LES RICHES

Des hausses d'impôts, mais pas trop, car augmenter les taxes sur le capital ferait fuir les fortunes ! La Commission européenne prône pour l'UE l'augmentation de la TVA. En France, c'est l'augmentation de la CSG qui sera sans doute préférée pour alléger «le coût du travail», car elle réduira les cotisations patronales...déjà allégées de 30 millions d'euros.

UN COCKTAIL EXPLOSIF AUSTÉRITÉ / COMPÉTITIVITÉ

Le Pacte de compétitivité a été adopté en même temps que le Pacte budgétaire, car réduire les dépenses publiques ne suffit plus : il faut détricoter le droit du travail. La compétition entre les travailleurs est en marche !

UNE DÉMOCRATIE BAFOUÉE

La Règle d'or n'est que le reflet idéologique de l'ultra-libéralisme. Elle va considérablement renforcer les pouvoirs des instances européennes au détriment des parlements nationaux, qui perdront leur souveraineté sur les choix budgétaires de leur pays. Quant aux peuples, ils seront totalement dépossédés de leurs droits.

L'AUSTÉRITÉ À PERPÉTUITÉ

La Règle d'or est contraignante et s'appliquera de façon permanente. «Les règles ne doivent en aucun cas pouvoir être changées par une nouvelle majorité parlementaire», avait affirmé Angela Merkel. Le 6 mai 2012, au soir de son élection, François Hollande annonçait qu'«enfin, l'austérité pouvait ne plus être une fatalité» et appelait à la renégociation du Pacte budgétaire. Le 29 juin, à l'issue du Sommet européen, il jugeait que «l'Europe a été réorientée» et annonçait la «ratification rapide» du Pacte budgétaire. Dimanche dernier, lors de son intervention télévisée, il a simplement «omis» de mentionner ce Pacte.

Il y a pourtant des alternatives à l'austérité :

- désarmer les marchés financiers, interdire les paradis fiscaux et tous les mécanismes spéculatifs,
- créer une taxe ambitieuse sur les transactions financières,
- sortir le financement public des marchés financiers, avec une intervention directe de la Banque Centrale Européenne,
- lancer une révolution fiscale à l'échelle européenne,
- socialiser les banques.

